Jean-Louis Clement, *Les évêques au temps de Vichy : loyalisme sans inféodation. Les relations entre l'Église et l'État de 1940 à 1944*

Jean-Marie Moine

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1757>

DOI : 10.4000/abpo.1757

ISBN : 978-2-7535-1482-9

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 juin 2001

Pagination : 175-177

ISBN : 978-2-86847-635-7

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Marie Moine, « Jean-Louis Clement, *Les évêques au temps de Vichy : loyalisme sans inféodation. Les relations entre l'Église et l'État de 1940 à 1944* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 108-2 | 2001, mis en ligne le 20 juin 2003, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1757> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1757>

exemple rien sur Économie et humanisme, fondé en 1941 par le père Lebreton et à propos duquel une esquisse de comparaison ou de rapprochement avec Uriage aurait pu être faite à travers la notion de « *chevalerie des temps modernes* ». Rien sur le Mouvement populaire des familles et ses services, bien étudié grâce aux travaux du groupement de recherche sur les mouvements familiaux. Le sort de l'Église en Alsace-Lorraine n'apparaît quasiment pas. L'engagement de prêtres dans des mouvements régionalistes tournée vers la collaboration (Alsace, Bretagne) n'est pas signalé. Quelques digressions, du reste intéressantes (par exemple quant aux circonstances de l'accès de Carcopino au ministère de l'Instruction publique ou à la genèse du premier statut des juifs), et quelques redites liées au choix d'un plan thématique, n'ôtent pas à la qualité du style qui soutient constamment l'intérêt de la lecture (mais l'éditeur aurait dû placer les notes en bas de page, ce qui ne soulève plus aucune difficulté technique aujourd'hui, et soumettre ses corrections à l'auteur qui n'aurait pas laissé passer les associations « *culturelles* » qui ne sont évidemment pas de sa main). Des comparaisons européennes, enfin, auraient pu être esquissées.

Jean-Marie Moine

Jean-Louis CLEMENT, *Les évêques au temps de Vichy : loyalisme sans inféodation. Les relations entre l'Église et l'État de 1940 à 1944*, Beauchesne, 1999, 279 p.

Après l'historienne spécialiste d'histoire politique c'est un fin connaisseur de l'histoire religieuse qui a pris ici en main le dossier de l'Église sous le régime de Vichy. La perspective est moins ambitieuse puisque pour l'essentiel centrée sur l'épiscopat et exclusivement dans ses rapports avec le pouvoir. L'auteur a pu avoir accès à certains documents conservés au Centre national des archives de l'Église de France, principalement des comptes rendus de l'Assemblée des cardinaux et archevêques (dédoublée selon les zones d'août 1940 à avril 1943), à quelques dossiers d'archives diocésaines et aux fonds de la Compagnie de Jésus. En dehors des *Semaines religieuses*, dépouillées systématiquement (59 %) sauf quand la censure allemande a supprimé toute liberté d'expression. Il souligne cependant, à diverses reprises, que tous les papiers intéressant l'histoire de l'Église sous l'Occupation ne sont pas encore accessibles.

Le propos revient à redorer le blason de l'épiscopat français en justifiant le sous-titre « loyalisme sans inféodation », formule employée, à l'époque, par la hiérarchie pour résumer ses relations avec l'État français. L'impression est celle d'une longue explication de textes classés

chronologiquement, à la lumière de la théologie politique et de la philosophie, ce qui rend la démonstration un peu abstraite et aride pour le non spécialiste. C'est l'histoire d'une élite qui est présentée ici, en mettant l'accent sur les fondements doctrinaux de son discours, certes relié aux circonstances, à leur évolution et aux spécificités des deux zones. Les enjeux concrets pour le peuple chrétien, pour la foi et la vie des fidèles apparaissent peu en regard de cette exégèse approfondie.

Selon J.-L. Clément, l'avènement de l'État français n'a pas constitué une rupture dans l'approche du régime politique par l'épiscopat. Dans la ligne de l'encyclique de Léon XIII, *Au milieu des sollicitudes* (1892) il reconnaissait la Troisième République. Le ralliement au pouvoir qui s'est substitué à celle-ci, accueilli avec d'autant plus de bienveillance qu'on savait le maréchal soucieux de bonne entente avec l'Église, qu'on en espérait une législation favorable à ses intérêts et qu'on partageait son analyse de la défaite, a puisé à différentes sources : théorie scolastique du jésuite Suarez et du cardinal Bellarmin sur l'origine du pouvoir dans la société, théorie du pacte social et de la désignation (exprimée en 1935, l'autorité est d'origine divine mais le peuple désigne ses chefs ; or les formes légales de l'établissement du gouvernement de Vichy étaient reconnues), la plus souvent mise en avant, théorie du fait historico-juridique, providentialisme hérité de Bossuet (le sauveur choisi par la Providence), et combinaisons entre ces sources, sans omettre les nuances parmi les prélats suivant leur personnalité et la situation géographique. L'autre ordre de motivation du loyalisme résidait dans la volonté de faire obstacle à l'idéologie nazie et à ses agents collaborationnistes anticléricaux et directement concurrents de l'Église par leur ambition d'embrigader la jeunesse dans un mouvement unique. Pour contrer leurs entreprises, l'Église entendait s'appuyer sur les pétainistes germanophobes, orienter le régime dans la voie d'une philosophie politique humaniste chrétienne et promouvoir une action civique fondée sur le principe de subsidiarité (en intervenant en matière de politique scolaire, familiale, sociale) et dans laquelle elle voyait le fondement de la non-inféodation.

Le chemin était particulièrement étroit et périlleux entre les affirmations de loyalisme, constamment réitérées, et le souci de non-inféodation nourri du refus des « *instillations totalitaires* ». L'Église a-t-elle su faire la part des choses ? Et surtout, face à ses prudences finies et subtiles, l'opinion catholique pouvait-elle saisir clairement le distinguo ? Si les évêques n'ont pas affirmé le droit à l'objection de conscience quant au serment de fidélité à la personne du maréchal, ils ont formulé des réserves sur la Charte du travail tout en invitant les catholiques à participer aux nouvelles organisations professionnelles. Face aux déportations de juifs, en contraste avec quelques condamnations véhémentes mais individuelles, la réprobation collective a été discrète, liée à la conviction que ces faits étaient imposés

par l'occupant à un État français qu'il s'agissait d'aider à résister. Des catholiques résistants ont contesté et critiqué ces circonvolutions. L'épiscopat français a réagi sévèrement au *Mémoire aux évêques de France* (juin 1942) puis à la *Consultation donnée par un groupe de juristes et de théologiens* (printemps 1943), ainsi qu'à l'utilisation politique de ses déclarations contre la déportation des juifs. L'entrée des Allemands en zone libre n'a en rien remis en cause la ligne politique loyaliste des évêques même s'ils ont pris quelque distance avec l'état milicien en 1943-1944 et mis alors en veilleuse le discours légitimiste. Si le champ de l'objection de conscience s'est peu à peu élargi, en théorie (par exemple avec le STO), ils ont toujours veillé à freiner sa mise en pratique et à éviter qu'elle ne conduise à l'insubordination et à la dissidence. En revanche, à titre individuel, un certain nombre d'exemples de magnanimité à l'égard des résistants a pu être observé.

L'accent n'est-il pas un peu trop mis sur l'analyse théologique des textes et le repérage de leurs arrière-plans théoriques et doctrinaux ? Ne faudrait-il pas combiner cette lecture, encore partielle puisque l'Église n'a pas ouvert toutes ses archives, avec une approche plus sociologique ? Certes, les biographies d'évêques sont encore peu nombreuses. Le poids des personnalités apparaît peu, de même que les influences des entourages, même si elles ne sont pas niées, et des milieux. Peut-être encore davantage que pour le précédent livre analysé, la perspective théologique mise en avant aurait gagné à être accompagnée d'une esquisse comparative avec d'autres épiscopats européens, quitte à assombrir quelque peu l'image des évêques français.

Jean-Marie Moine

Louis PEROUAS, *Le catholicisme en Limousin aux XIX^e et XX^e siècles à travers sa presse. Les Semaines religieuses*, s.l., Éditions Les Monédières, 2000, 185 p.

Le P. Pérouas, religieux montfortain originaire d'Ille-et-Vilaine, a fait souche depuis des lustres en Limousin dont il est devenu un des meilleurs connaisseurs. Il s'était jusqu'ici surtout intéressé au versant négatif, le « refus d'une religion », pour reprendre le titre d'un de ses ouvrages, caractéristique de cette région singularisée par un précoce et profond détachement religieux, à l'exception de quelques cantons, en particulier au sud-est de la Corrèze, participant plutôt de l'univers auvergnat. Il passe cette fois de l'autre côté puisqu'après tout, il y a quand même eu une vie religieuse à l'époque contemporaine en ce pays, même si elle n'a concerné qu'une minorité. Pour aller au plus vite, il a